

## LES FAITS MARQUANTS DES POURPARLERS DE BANGKOK SUR LE CLIMAT: JEUDI 30 AOUT 2012

Les séances informelles supplémentaires de l'AWG-LCA, de l'AWG-KP et de l'ADP se sont ouvertes à Bangkok, en Thaïlande. Le groupe de contact de l'AWG-KP s'est réuni dans la matinée. Dans le cadre de l'AWG-LCA, un atelier sur les options de financement pour la mise en œuvre complète des mesures touchant à la REDD+, y compris les modalités et les procédures de financement, a eu lieu tout au long de la journée. L'après-midi, la table ronde sur le premier axe de travail de l'ADP consacré à la vision de l'ADP. Le groupe de contact de l'AWG-LCA s'est réuni l'après-midi et a abordé les thèmes de l'adaptation et de la technologie, et un groupe informel sur la vision commune s'est également tenu. Le sous-comité de l'AWG-KP sur les chiffres / textes s'est réuni dans l'après-midi.

### L'AWG-KP

**LA PLENIERE :** Ouvrant la session, la présidente de l'AWG-KP, Madeleine Diouf (Sénégal), a encouragé les parties à progresser sur les questions en suspens, y compris: la longueur de la seconde période d'engagement du Protocole de Kyoto; les objectifs chiffrés de limitation et de réduction (QELRO); les implications du report d'unités excédentaires des quantités attribuées (UQA); l'accès aux mécanismes pour les partis qui ne participent pas à la deuxième période d'engagement; et les thèmes juridiques permettant de s'assurer d'une transition en douceur entre la première et la deuxième période d'engagement.

**LE GROUPE DE CONTACT:** L'Algérie, au nom du G-77/CHINE, a encouragé les parties à l'Annexe I à élever leur niveau d'ambition, et a exhorté les parties qui n'ont pas encore avancé des objectifs chiffrés, à le faire. La République de Corée, au nom du GIE, a exprimé son soutien en faveur d'une deuxième période d'engagement de huit ans, mettant l'accent sur la conduite d'un examen à mi-parcours des objectifs chiffrés et sur la nécessité d'adopter un processus souple.

L'UE a souligné que la deuxième période d'engagement n'est qu'une partie du "paquet de Durban", a soutenu l'idée d'une deuxième période engagement de huit ans, et a proposé une révision du niveau d'ambition des nouveaux engagements des parties, en 2015, conformément à la procédure d'examen adoptée dans le cadre de l'AWG-LCA.

Nauru, au nom de l'AOSIS, a fait part de sa préoccupation au sujet des éléments de "façade", tels que les astuces comptables et les conditionnalités, et a plaidé pour une période d'engagement de cinq ans.

Le Swaziland, au nom du GROUPE AFRICAÏN, a appelé : à un niveau d'ambition plus élevé; à une période d'engagement de cinq ans; à une résolution rapide de la question du report des UQA excédentaires; et à la limitation des mécanismes de souplesse aux seules parties qui entrent dans une deuxième période d'engagement.

La Gambie, au nom des PMA, a appelé à une conclusion réussie de l'AWG-KP, en vue de permettre la réalisation de progrès sur le nouveau protocole à l'ADP, et a soutenu une deuxième période d'engagement de cinq ans.

L'Arabie Saoudite, au nom du GROUPE ARABE, a appelé les pays industrialisés à poursuivre le caractère juridiquement contraignant de leurs obligations et à éviter le décalage entre les périodes d'engagement.

Le Venezuela, au nom de l'ALBA, a appelé les pays industrialisés à se montrer à la hauteur de leurs responsabilités historiques à travers l'adoption d'une deuxième période d'engagement "claire et compréhensible", à Doha.

L'Afrique du Sud, au nom du groupe BASIC, a encouragé l'élévation du niveau d'ambition des engagements actuels, et a déclaré que l'adoption d'amendements au Protocole est "la pierre angulaire" pour une issue heureuse à Doha.

Le délégué des Philippines, au nom d'un groupe de "pays en développement aux vues similaires", a mis en garde contre l'adoption d'une approche basée sur des promesses, soulignant la nécessité d'un système global, d'une comptabilité commune et d'une comparabilité des efforts.

**SOUS-COMITE DES CHIFFRES/TEXTES :** Deux exposés ont été présentés à la réunion informelle tenue l'après-midi. L'Ukraine a parlé de sa récente soumission d'un QELRO, et le Secrétariat a présenté un document technique sur des objectifs chiffrés exprimés sous forme de pourcentage de l'année de référence et des niveaux d'émission absolus." Les délégués ont également examiné : le champ d'activité du sous-comité, des efforts de consolidation des propositions relatives à la question du report d'unités; de la relation des objectifs chiffrés et de la portée du GIEC; et de l'état d'avancement actuel du document compilé par le Secrétariat.

### L'AWG-LCA

**LA PLENIERE :** Le président de l'AWG-LCA, Aysar Tayeb (Arabie Saoudite), a ouvert la plénière informelle de l'AWG-LCA, signalant que les tâches incombant au groupe à Bangkok comprennent la poursuite des travaux pratiques et l'exploration d'autres décisions qui pourraient s'avérer nécessaires; et l'élaboration d'une plate-forme textuelle pour le résultat de l'AWG-LCA qui doit être finalisé à Doha. Il a présenté les



éléments préparatoires programmés : un tableau matriciel qui donne un aperçu des questions issues du mandat du PAB et a identifié les progrès accomplis et les notes informelles produites sur les questions qui rendent compte par ailleurs des différents niveaux de maturité des divers articles.

L'Australie, au nom du GROUPE PARAPLUIE, a déclaré qu'aucune décision supplémentaire n'était nécessaire à l'AWG-LCA pour conclure à Doha. Le délégué a encouragé la détermination des domaines où un consensus pourrait être possible, faisant observer que les questions en suspens ne recueilleront pas toutes un consensus, et a souhaité en savoir davantage sur le résultat ou le produit envisagé à l'issue de la session de Bangkok.

L'Algérie, au nom du G-77/CHINE, a souligné la nécessité : d'un équilibre entre l'atténuation et l'adaptation; et d'un financement permettant d'assurer l'amélioration de l'ambition, mettant en exergue l'importance du financement public à long terme et du non transfert de la charge financière aux pays en développement. L'UE a préconisé la détermination de l'instance la plus appropriée pour faire avancer les travaux sur les questions spécifiques lorsque l'AWG-LCA sera clôturé à Doha, et l'évitement de leur transfert à l'ADP. La représentante a indiqué que les décisions relatives à la clôture de l'AWG-LCA ne doivent pas retarder la réalisation de progrès dans l'ADP.

Le Swaziland, au nom du GROUPE AFRICAIN, a appelé à la réalisation, dans les pays industrialisés, d'avancées sur les promesses de conversion des promesses en objectifs de réduction des émissions, s'étendant sur l'ensemble des secteurs économique; et avec la Gambie, au nom des PMA, s'est dit préoccupé par l'absence de projections claires du financement à moyen terme. L'Équateur, au nom du groupe ALBA, a qualifié l'atténuation devant être réalisée par les pays industrialisés de problème critique en attente du PAB. Le délégué a identifié le principe des responsabilités communes mais différenciées (RCMD) et les capacités respectives comme étant l'élément principal pour guider le travail du groupe, et a appelé à un examen du texte du projet de décision par le groupe. L'Afrique du Sud, au nom du groupe BASIC, a fait état des questions en suspens, dont notamment, l'équité, les droits de propriété intellectuelle (DPI) et les mesures commerciales unilatérales. L'Égypte, au nom du GROUPE ARABE, a appelé à : l'affirmation des principes de la Convention; à une mise en œuvre effective du PAB; et à l'examen de la façon de faire avancer les travaux inachevés de l'AWG-LCA.

La République démocratique du Congo, parlant également au nom de l'Algérie, de l'Argentine, de la Bolivie, de la Chine, de Cuba, de l'Équateur, de l'Égypte, du Salvador, de l'Inde, de l'Irak, du Koweït, de la Malaisie, du Nicaragua, des Philippines, de l'Arabie Saoudite, du Sri Lanka, du Soudan, de la Thaïlande et du Venezuela, a déclaré que la clôture de l'AWG-LCA, à Doha, ne devrait se produire qu'après la conclusion d'un accord sur tous les éléments du mandat de PAB. Le délégué a souligné les questions en suspens, notamment : l'amélioration de l'entente commune sur les "éléments contextuels", comme la responsabilité historique, l'accès équitable au développement durable et les droits de propriété intellectuelle, l'amélioration de l'ambition d'atténuation pour la deuxième période d'engagement, et la nécessité de s'assurer de la comparabilité des efforts de pays qui ne sont pas parties au Protocole. Le Costa Rica, au nom de la Coalition des Nations de la forêt pluvieuse, a souligné le besoin de parvenir à un accord sur les mécanismes du marché et d'accroître les investissements dans la REDD +.

Le Nicaragua, au nom du SICA, a déclaré que parvenir à un résultat consensuel sur l'ensemble des piliers du PAB constituait une condition préalable à la clôture de l'AWG-LCA et a fait état des questions en suspens concernant, entre autres, le financement à long terme et la vision commune.

Clôturant la session, le président de l'AWG-LCA, Tayeb, a encouragé les délégués à mettre par écrit leurs idées sur la façon de résoudre les questions en suspens.

**LE GROUPE DE CONTACT DE AWG-LCA : Adaptation** : Le président de l'AWG-LCA, Tayeb, a ouvert le groupe de contact de l'AWG-LCA et a invité les parties à examiner une note informelle sur "l'action renforcée pour l'adaptation", soulignant les éléments d'ossature et les questions découlant de la session Bonn, y compris : le soutien à l'adaptation; les plans nationaux d'adaptation; le renforcement du rôle de catalyseur de la Convention; et la diversification économique permettant de renforcer la résilience. Il a également présenté un tableau matriciel illustrant les décisions et les mesures prises en matière d'adaptation depuis la CdP 13 jusqu'aux SB 36.

L'Argentine, au nom du G-77/CHINE, le Bangladesh, au nom des PMA, et d'autres pays ont souligné la nécessité de renforcer et d'intensifier les moyens de mise en œuvre des mesures d'adaptation. La Bolivie, au nom d'un certain nombre de pays, a proposé l'établissement d'un processus par le biais du comité d'adaptation, en collaboration avec le Comité permanent; d'élaborer, avec les organes de la Convention et d'autres, des recommandations sur les voies et moyens d'inciter à la mise en œuvre des mesures d'adaptation et d'organiser en parallèle avec les SB 38, un atelier sur les voies et moyens de promouvoir d'une manière cohérente la mise en œuvre de l'action renforcée pour l'adaptation.

Nauru, au nom de l'AOSIS, a appelé à la mise en œuvre conjointe de la gestion des risques de catastrophe et de l'adaptation au changement climatique, et a souligné la nécessité de renforcer les institutions au niveau national.

La NORVEGE a fait état des décisions pertinentes soutenant et étayant le travail qui sera effectué sur l'adaptation. Le délégué des États-Unis a fait observer que des mécanismes appropriés, tels que le comité d'adaptation, ont été mis en place, faisant part, toutefois, de préoccupations sur la façon dont ces mécanismes pourraient fonctionner. Il a souligné que la question des moyens de mise en œuvre a été examinée par le groupe sur le financement. Les discussions se poursuivront.

**La technologie** : Le président de l'AWG-LCA, Tayeb, a présenté une note informelle intitulée "Action renforcée en matière de développement et de transfert technologique", portant notamment sur : les éléments de charpente; les fonctions du Centre et le réseau des technologies climatiques (CRTC) et le Comité exécutif de la technologie (TEC); et les liens avec le mécanisme de financement et d'autres organes thématiques. Il a également présenté un tableau matriciel regroupant les décisions technologiques prises depuis l'adoption du PAB. Dans le débat qui a suivi, les parties ont présenté leurs points de vue concernant, notamment : la relation entre le CET et le CRTC; les fonctions et mandat de ces nouveaux organismes; la nécessité de discuter des points au-delà de ceux qui ont été décidés à Durban; du champ d'application des décisions nécessaires à Doha, et du point de savoir s'il ya lieu d'aborder les questions de DPI au titre de la CCNUCC.

**ATELIER DE SESSION : Options de financement pour la mise en œuvre complète des actions touchant à la REDD +, y compris les modalités et procédures de financement:** cet atelier a été modéré par Yaw Osafo (Ghana).

**L'exposé général** : Le Secrétariat a présenté un document technique (FCCC/TP/2012/3) sur les modalités et procédures du financement des actions touchant à la REDD +.

**Les exposés techniques :** La Papouasie-Nouvelle-Guinée, au nom de la Coalition des nations de la forêt pluvieuse, a présenté les éléments clés d'un nouveau mécanisme fondé sur le marché qui soit : envisagé uniquement pour le financement de la phase 3 des activités de la REDD +; d'échelle nationale appropriée; et doté d'une approche "hybride" de négociation, de sorte qu'un niveau de référence national soit défini ex-ante et qu'une allocation équivalente soit émise.

Le BRESIL a présenté le Fonds pour l'Amazonie comme l'exemple d'une approche simple et transparente, qui permet l'intégrité environnementale et l'autonomie nationale pour le soutien des activités, en fonction des priorités nationales. Le délégué a suggéré d'éviter des exigences techniques indues pour le financement de la REDD +, prenant en considération d'autres domaines d'atténuation, et a souligné qu'une approche de marché appropriée du mécanisme ne comprenait pas de mécanismes de compensation.

Le délégué de la BOLIVIE a souligné que son pays a récemment adopté la "loi de la Terre-Mère et le développement intégral pour bien vivre", qui crée le Mécanisme conjoint d'atténuation et d'adaptation pour la gestion intégrée et durable des forêts. Il a déclaré que le mécanisme est basé sur le financement ex-ante, et a suggéré, entre autres : la création d'un guichet FVC pour le mécanisme, et l'établissement d'un groupe consultatif d'experts sous la direction du SBSTA.

Le Soudan, au nom des PMA, a déclaré que le financement public doit être la principale source du financement de la mise en œuvre de la REDD +, et a souligné la nécessité : de traiter la REDD + dans le cadre du développement socio-économique, et de prendre en compte, de manière adéquate, les avantages non-carboniques et les risques de la mise en œuvre nationale.

L'INDONESIE a encouragé l'élaboration de différentes options de financement à différentes phases de la REDD +, y compris le comblement des lacunes entre le financement de démarrage rapide et le financement à long terme. La représentante a souligné qu'un cadre de la REDD + devrait fournir de multiples avantages au-delà des réductions d'émissions vérifiées.

Le délégué des États-Unis a donné un aperçu des instruments financiers possibles, y compris : le financement à l'avance ou à posteriori, tels que subventions et prêts, et des outils de réduction des risques, y compris l'assurance des risques commerciaux et politiques. Le MEXIQUE, au nom de la Colombie, du Costa Rica et du Honduras, a élaboré sur les éléments d'un arrangement financier national pour la REDD +, en introduisant le concept d'unité équivalente à une tonne de dioxyde de carbone de la REDD +, qui devrait être émis sur la base : des mesures QNV; de la mise en place de niveaux de référence forestiers; d'un système d'information garanti; et d'un registre national de la REDD +.

Les PHILIPPINES et la SUISSE ont souligné la nécessité de veiller à ce que les expériences nationales éclairent le cadre du financement de la mise en œuvre intégrale des mesures conformément aux garanties de la REDD +.

**Les discussions approfondies :** Les participants y ont discuté des options de financement, des sources et conditions favorables connexes et des considérations nécessaires à l'extension des financements pour la mise en œuvre intégrale des mesures. Certaines parties ont souligné, entre autres: que les finances publiques doivent être la principale condition favorable permettant aux pays de s'engager dans les phases 1 et 2 du système de la REDD +; et les brèches, les facteurs additionnels, les capacités locales et les cadres nationaux adéquats de gouvernance sont essentiels pour la phase 3 de la REDD +. Une partie a signalé que les éléments de base étaient déjà identifiés dans la décision 2/CP.17 (résultat des travaux de l'AWG-LCA),

y compris les stratégies ou plans nationaux, les systèmes de surveillance, les niveaux de référence nationaux et les systèmes d'information en matière de garanties.

Les discussions ont ensuite porté sur le rôle du secteur privé dans les investissements dans la REDD + et, en particulier, sur les conditions qui pourraient être élaborées dans le cadre de la CCNUCC, pour inciter à de tels investissements. De nombreuses parties ont souligné la nécessité d'augmenter le niveau d'ambition des objectifs de réduction des émissions, aux fins d'envoyer un signal positif au secteur privé. Certains ont souligné le besoin : de mettre un prix sur le carbone; de s'assurer la prévisibilité des investissements et d'un environnement réglementaire favorable; de promouvoir les partenariats du secteur privé et un éclaircissement des modalités et des méthodologies. De nombreux pays en développement ont souligné que le rôle du secteur privé dans le financement de la REDD + ne peut remplacer ni les obligations de financement des parties à l'Annexe I, ni le financement public. D'autres suggestions ont englobé : une concentration sur les programmes nationaux; des incitations pour les gouvernements des pays en développement à traiter avec le secteur privé; ainsi que des garanties sociales, environnementales et de gouvernance, pour faciliter la participation du secteur privé.

Les parties ont ensuite discuté des éléments du cadre devant régir le financement de la mise en œuvre complète des mesures touchant à la REDD +, en se focalisant sur les aspects politiques, la gouvernance et les exigences institutionnelles, les rétributions liées aux mesures touchant à la REDD + et aux activités qui vont au-delà des réductions d'émissions vérifiées, et les liens avec d'autres options financières et institutions.

D'autres éléments clés abordés comprenaient la nécessité : de veiller à la mise en place d'un guichet consacré à la REDD +, relevant du FVC; d'élaborer des mécanismes de coordination pour l'organe d'administration de la REDD + dans le cadre de la CCNUCC; et faciliter les liens entre le registre national et le registre international. Les parties ont également discuté des activités assurant des avantages non-carboniques.

#### L'ADP

**LA PLENIERE:** Le co-président de l'ADP, Harald Dovland, a ouvert la séance plénière informelle de l'ADP, soulignant que les travaux de cette semaine seraient entrepris sous forme de tables rondes portant sur les deux axes de travail, à savoir le travail de l'ADP et l'ambition. Il a souligné que les tables rondes devraient être de nature interactive, promouvoir des discussions franches et transmettre des idées concrètes.

Le G-77/CHINE a déclaré que la plate-forme de Durban : doit s'assurer des liens solides entre l'atténuation, l'adaptation et les moyens de mise en œuvre; et inclure les principes d'équité et de responsabilités communes mais différenciées. La Suisse, au nom du GIE, a déclaré que Doha doit établir un plan de travail jusqu'en 2015, y compris les étapes.

Le GROUPE AFRICAINE a appuyé l'utilisation limitée des marchés du carbone et a souligné la nécessité d'établir, entre autres mesures, des règles comptables et des processus de transfert de technologie. L'Australie, au nom du GROUPE PARAPLUIE, a déclaré qu'une aide devrait être fournie par le biais des mécanismes existants, a appelé à un régime juridiquement contraignant applicable à toutes les parties, et a souligné la nécessité d'actualiser le régime existant, en phase avec les réalités du 21<sup>e</sup> siècle.

Nauru, au nom de l'AOSIS, a demandé si l'adaptation pouvait constituer une solution suffisante aux impacts du changement climatique dans les PEID et si le FVC pouvait se permettre de couvrir de telles mesures, et a appelé à accorder une priorité à l'atténuation dans le cadre de l'ADP. La représentante s'est



opposée à une table ronde dédiée spécifiquement aux principes, précisant les principes qui doivent guider les travaux des deux axes de travail.

La République dominicaine, au nom de la Coalition des nations de la forêt pluvieuse, a déclaré que le comblement de l'écart relatif à l'ambition, nécessitait un mécanisme de la REDD + dans le futur régime climatique. L'Afrique du Sud, au nom du groupe BASIC, a souligné que le résultat de l'ADP doit être en pleine conformité avec tous les principes de la Convention et, en particulier, avec ceux des responsabilités communes mais différenciées et d'équité.

L'ARGENTINE, parlant pour l'Algérie, la Bolivie, la Chine, Cuba, la République démocratique du Congo, l'Équateur, l'Égypte, le Salvador, l'Inde, le Koweït, la Malaisie, le Mali, le Nicaragua, le Pakistan, les Philippines, l'Arabie Saoudite, le Sri Lanka, le Soudan, la Thaïlande et le Venezuela, a réaffirmé que tous les travaux de l'ADP relevaient de la Convention, et doivent respecter les principes de la Convention, et a précisé qu'universalité de l'application n'est pas uniformité de l'application. Il a indiqué que l'ADP ne doit pas devenir un moyen servant aux pays industrialisés de "quitter le navire" de leurs engagements juridiquement contraignants au titre de la Convention. Il a déclaré que le travail de fond devant être effectué par l'ADP sur les questions encore à l'étude au sein de divers groupes de travail spéciaux ne devrait pas être entrepris avant la conclusion réussie des travaux de ces organes. L'UE a souligné la nécessité de discuter de la manière dont les principes de la Convention seront appliqués dans un cadre post-2020 afin que toutes les parties prennent des engagements, et que tout travail allant de l'avant doit adhérer aux deux axes de travail. La Bolivie, au nom de l'ALBA, a appelé les pays industrialisés à assumer leur responsabilité historique. Le Nicaragua, au nom du SICA, a déclaré que le cadre du travail de l'ADP doit inclure tous les piliers du PAB.

SINGAPOUR a exhorté les pays industrialisés à s'abstenir de prendre des mesures unilatérales, et à accueillir et à reconnaître les circonstances nationales.

CLIMATE ACTION NETWORK a appelé: à un accord sur le RCMD dans le dispositif QNV; et à un programme de travail de l'ADP, englobant des options pour la répartition équitable des responsabilités dans les efforts devant être consentis au niveau mondial. Le RESEAU JUSTICE CLIMATIQUE a exprimé sa préoccupation au sujet du passage de la charge de mesures d'atténuation aux pauvres, et a déclaré que le travail de l'ADP ne doit pas nuire aux négociations entreprises par d'autres groupes de travail.

**TABLE RONDE:** Le co-président de l'ADP, Jayant Moreshwar Mauskar (Inde), a invité les participants à la table ronde consacrée au premier axe de travail de l'ADP à examiner: la vision pour les principaux contours et éléments du travail de l'ADP et les travaux nécessaires à effectuer d'ici 2015, et en particulier d'ici 2013, pour atteindre ces résultats.

Nauru, au nom de l'AOSIS, a appelé au comblement de l'écart d'atténuation pré-2020 aux fins de déterminer si des mesures d'adaptation devraient faire face à une augmentation de température de moins de 1,5 ° C, par rapport aux niveaux de la période préindustrielle, ou à des augmentations de 3 ° C ou plus.

La CHINE a encouragé les parties à combler l'écart d'atténuation pré-2020 en termes d'engagements des pays industrialisés en faveur de la réduction des émissions, ainsi qu'à accroître l'offre de financements et de technologies pour les pays en développement Parties.

SINGAPOUR a encouragé l'examen des "trois C" des pays: leurs différents contextes, contraintes et contributions.

La BOLIVIE a appelé à un système de respect des obligations pour les pays qui sortent du Protocole de Kyoto, afin de s'assurer qu'ils réduisent leurs émissions, et a souligné l'équité et le droit au développement. L'UE a soutenu un nouveau protocole à la Convention, dans lequel toutes les parties prennent des engagements. La représentante a souligné que le contexte dans lequel les principes de la Convention sont appliqués a changé et que l'atténuation doit être au cœur de la nouvelle convention.

GRENADE a soutenu l'élaboration d'un nouveau protocole, et a reconnu les diverses interprétations de la décision 1/CP.17. La représentante a souligné l'importance de traiter tous les piliers du PAB, de combler l'écart d'atténuation et d'élever l'ambition. Le JAPON a souligné l'applicabilité à toutes les parties, une solution durable et une structure souple et dynamique. Le délégué a soutenu la prise en compte des circonstances nationales. En ce qui concerne les travaux d'ici 2015, il a proposé la tenue d'un atelier de session ou d'une table ronde ministérielle de Doha sur les éléments du futur cadre, des séances de brainstorming impliquant les différentes parties prenantes, et le passage d'une discussion d'ordre général à une discussion plus structurée, en 2013.

La SUISSE a déclaré que mettre l'accent sur le régime climatique post-2020 ne réduit pas l'importance de la nécessité de résoudre la question des niveaux d'ambition de la période pré-2020, et a encouragé les délégués à considérer les deux axes de travail de l'ADP comme étant d'appui mutuel. Il a exhorté l'ADP à œuvrer pour un régime post-2020 efficace qui soit ambitieux, équitable, reflète la dynamique économique et sociale et fournit l'assurance d'un avenir à faibles émissions de carbone pour les investisseurs.

Le délégué des PHILIPPINES a souligné l'importance: de la cohérence entre les deux axes de travail de l'ADP; du renforcement d'une approche intégrée pour le financement; la technologie et la capacité; et la réaffirmation de la primauté de la CCNUCC.

### **DANS LES COULOIRS**

A leur arrivé au vaste édifice de la CESAP, à Bangkok, les délégués se mettent à courir, pour pouvoir prendre part à nombre de discussions et événements parallèles, dans un effort visant à tirer le meilleur parti des derniers jours de négociation qui restent avant la Conférence des Parties de Doha.

Les sentiments et les attentes étaient mitigés, certains délégués de pays en développement indiquant que les discussions de l'ADP ne pourraient pas vraiment "prendre leur envol" avant une conclusion satisfaisante des travaux de l'AWG-LCA et de l'AWG-KP, craignant que les promesses de Bali ne soient jamais réalisées. Comme l'a souligné l'un d'eux: "Les nouveaux traités sont une promesse, pas un fait. Nous ne pouvons pas nous attendre à ce que d'autres sautent d'un avion, avec uniquement des promesses qu'un parachute leur sera livré sur le chemin vers le bas".

D'autres ont émis des observations sur le fait que divers pays aux vues similaires se réunissent, de manière de plus en plus fréquente, pour exprimer leurs opinions sur des questions particulières, peut-être, comme l'a noté un observateur chevronné, signalant "une divergence de plus en plus importante entre les positions des pays en développement à mesure que les discussions avancent sur la mise en œuvre".

En détente à la réception, après une dure journée de travail, certains délégués ont pris refuge dans un peu d'humour noir, évoquant les efforts d'aménagement territorial fournis par un pays particulier pour diminuer l'utilisation de gaz naturel (importé), et augmenter l'utilisation de charbon (domestique) - tout en continuant à élaborer sa stratégie pour une économie sobre en carbone.